

Migration de retour, genre et remises sociales : le retour des migrantes boliviennes d'Espagne durant la crise économique

Jean-Michel Lafleur¹ et Justine Duchesne²

Introduction

Trois décennies de recherche sur les pratiques transnationales des migrants ont mis au jour l'importance et la diversité des liens que certains migrants entretiennent avec leur pays d'origine. Une des caractéristiques de cette approche théorique est de considérer les migrants en tant que vecteurs potentiels de changements sociaux, politiques ou économiques, à la fois dans les sociétés d'accueil et d'origine. Alors que la littérature scientifique avait traditionnellement insisté sur l'impact des flux de remises d'épargne sur les sociétés d'origine, le concept de remises sociales a progressivement émergé pour souligner l'importance et la diversité de flux non matériels (idées, pratiques, comportements, valeurs, etc.) entre ces deux espaces (Levitt, 1998). Après l'intérêt initial suscité pour le concept, un certain nombre de critiques ont rapidement émergé soulignant les limites imprécises de la notion et la faible conceptualisation des mécanismes permettant ce type de transfert (Boccagni, 2010).

Dans cet article, nous nous interrogeons sur ces mécanismes de transfert et nous émettons l'hypothèse que le type de normes transférées par les migrants vers le pays d'origine et les vecteurs utilisés pour opérer ces transferts varient en fonction des perceptions qu'ont les migrants de leur société d'origine. Ces processus de transferts ont deux particularités : les migrants privilégient certains types de remises sociales (et d'autres sont négligées) en fonction de leur probabilité d'être acceptée par la société d'origine ; et les migrants sélectionnent certains acteurs de la société d'origine jugés plus réceptifs aux changements sociaux provoqués par la migration lorsqu'ils tentent de transmettre des remises sociales.

1 Directeur adjoint du CEDEM à l'Université de Liège et chercheur qualifié du FRS-FNRS, ULG-CEDEM, Bât. B31 boîte 24, 4 Place des Orateurs, Liège 4000 Belgique ; jm.lafleur@ulg.ac.be

2 Animatrice en éducation permanente pour le centre d'information et d'éducation populaire, ASBL CIEP, Place l'Illon 17, 5000 Namur, Belgique ; duchesne.just@gmail.com

Pour mettre ces éléments en exergue, nous débuterons par une discussion sur le concept de remises sociales et sa dimension genrée. Nous introduirons ensuite le cas d'études des femmes migrantes boliviennes et de leur ré-émigration de l'Espagne vers Cochabamba (Bolivie), à la suite de la crise économique et financière de 2008. Sur base des données récoltées durant une recherche exploratoire conduite auprès de ces femmes migrantes³, nous tâcherons de répondre à certaines des critiques adressées à la littérature sur les remises sociales. En particulier, nous discuterons les stratégies mises en œuvre par ces migrantes de retour, afin de transmettre vers le pays d'origine des comportements associés au pays de résidence, à partir du cadre conceptuel, réalisé par Boccagni *et al.* (2015), relatif à l'étude des remises politiques. Nous examinerons ainsi comment les remises sociales sont déterminées par quatre variables : les acteurs et canaux qui véhiculent ces remises ; la portabilité des remises sociales ; la perméabilité des systèmes sociaux vers lesquels se dirigent les remises ; et les infrastructures transnationales.

Vers une approche genrée des remises sociales

Depuis les travaux pionniers de Basch *et al.* (1992), et malgré un nombre récurrent de critiques (Waldinger et Fitzgerald 2004), le concept de transnationalisme s'est rapidement imposé dans le champ des études migratoires comme un concept-clé pour étudier la capacité des migrants à être à la fois acteur social dans le pays d'accueil et d'origine. Dans cet article, nous nous focalisons précisément sur la notion de remises sociales définie comme le transfert d'idées, de pratiques, de connaissances et de diverses ressources non économiques, au sein d'un réseau de connexions multiples (Levitt, 1998 ; Levitt et Lamba-Nieves, 2011 ; Boccagni et Decimo, 2013 ; Boccagni *et al.*, 2015).

Levitt est la première à donner une définition de ce concept en le décrivant comme « les idées, comportements, identités, capital social circulant entre communautés d'accueil et d'origine. Elles sont les équivalents Nord-Sud des ressources sociales et culturelles que les immigrants emportent avec eux [en migrant] et qui facilitent leur transition du statut d'immigré à celui de minorité ethnique » (traduction de Levitt, 1998 : 927). Selon cette auteure, tout migrant, par le biais des interactions diverses avec la société d'accueil, acquiert de nouvelles valeurs, idées, normes, pratiques nécessaires à son intégration (Levitt, 1998). Toutefois, les migrants n'arrivant pas vierges de tout capital culturel, ces nouveaux référents et pratiques culturels sont donc bien le résultat d'un mélange, voire d'une confrontation entre des valeurs anciennes et nouvelles

3 Cet article repose sur une recherche multi-située, réalisée entre l'Espagne et la Bolivie, auprès de quinze femmes migrantes cochabambines. L'échantillon est ainsi composé de femmes migrantes de retour (définitif ou provisoire), résidant désormais sur leur terre d'origine (Cochabamba) et de migrantes, toujours en Espagne, considérant un retour futur vers Cochabamba. Quinze entretiens semi-directifs de longue durée ont donc été réalisés (onze à Cochabamba, en Bolivie, ainsi que quatre à Cadix, en Espagne), avec un accent placé sur l'expérience migratoire en Espagne et sur l'expérience du retour. Enfin, de nombreuses observations, interactions et discussions informelles avec les femmes cochabambines en contexte d'accueil et d'origine, sont venues compléter le processus de collecte des données.

(Boccagni *et al.*, 2015)⁴. Levitt insiste, donc, sur le caractère dynamique des remises sociales : tant l'expérience vécue dans le pays d'origine, avant le départ, que le processus d'intégration dans la société d'accueil déterminent les transferts sociaux des migrants vers la société d'origine (Levitt et Lamba-Nieves, 2011). Le concept de remises sociales est donc inséparable de la perspective transnationale des migrations, en ce qu'elles mobilisent à la fois des références des sociétés d'accueil et d'origine. Dernier élément, il importe également de souligner que, bien que la littérature ait mis l'accent sur le rôle des migrants dans les transitions démocratiques ou dans la promotion de valeurs de progrès social, les remises sociales peuvent tout autant concerner des pratiques, idées ou comportements nuisibles au fonctionnement démocratique du pays d'origine ou contraires aux droits de l'homme. De même, ces transferts sociaux peuvent également véhiculer une image négative du pays d'origine, conduisant à sa dévalorisation totale ou partielle aux yeux des migrants, comme de leurs proches non-migrants (Levitt, 1998).

Qu'elles soient individuelles, ou collectives (c'est-à-dire transmises par le biais d'acteurs intermédiaires comme les associations de migrants), il existe trois types de remises sociales (Levitt, 2001). Les structures normatives se réfèrent, tout d'abord, aux idées, valeurs et croyances. Ensuite, on trouve les systèmes de pratiques qui définissent les actions modelées par les structures normatives. Il y a, enfin, le capital social et les normes et valeurs qui lui sont liées (Levitt, 1998). Dans notre cas, le capital social – entendu comme un système de confiance entre des individus séparés géographiquement – est vu comme une forme particulière de remises sociales, diminuant l'incertitude et facilitant la décision de migrer d'autres individus, résidant dans le pays d'origine (Faist, 2008 ; Hinojosa Gordonova, 2009).

Dans cet article, nous plaçons l'accent sur la dimension individuelle des remises sociales. Ces remises individuelles circulent à différents moments de l'expérience migratoire et selon différents canaux : lettres, e-mails, messagerie électronique, contacts téléphoniques, vidéoconférences, mais aussi lors de visites ou encore lors d'un retour temporaire ou définitif dans le pays d'origine (Levitt, 1998 et 2001). Notre intérêt se porte particulièrement sur les remises sociales transmises lors de la migration de retour, désormais perçue, dans un contexte transnational, comme une phase au sein de parcours migratoires de plus en plus divers (Guarnizo, 1997). Le retour nous apparaît ainsi comme un moment privilégié d'observation des remises sociales, en ce qu'il est un processus d'interrelations et d'échanges, durant lequel les idées, valeurs et comportements acquis à l'étranger peuvent être mobilisés par les migrants comme facteur de réintégration dans la société d'origine (Alfaro &et Valdivieso, 2010). Dans le contexte du retour, il est donc possible d'observer une confrontation immédiate et quotidienne entre les nouveaux référents acquis dans l'espace d'accueil et ceux en vigueur dans la société de départ.

Le retour des femmes migrantes, en particulier, est un moment d'observation privilégié de la capacité des migrants à transformer la société d'origine,

4 Jones (2011) parle notamment d'acculturation sélective amenant les Boliviens d'origine indigène à adopter certaines pratiques de la société d'accueil, tout en maintenant certaines pratiques traditionnelles.

mais aussi, de la possible résistance des sociétés d'origine aux changements sociaux générés par la migration. Comme le notent Catarino et Verschuur (2013) et Cortes (2016), la prise en considération de la femme comme actrice dans le champ migratoire est relativement récente. Elle découle en partie des travaux d'auteurs selon lesquelles la participation croissante des femmes occidentales au marché du travail ainsi que l'incapacité de l'État providence à subvenir à de nouvelles demandes dans le secteur du *care* ont créé un besoin massif, à l'échelle globale, pour une migration féminine de travail (Escrivá, 2000 ; Parreñas, 2001 ; Hochschild, 2000). Cette importante littérature scientifique sur les travailleuses domestiques a, au fil du temps, mis en lumière l'existence d'une migration féminine autonome pourvoyeuse, elle aussi, de remises financières et sociales. Une partie de la littérature scientifique a insisté sur la difficulté à maintenir un rôle de mère à distance et sur la stigmatisation dans la société d'origine dont sont souvent victimes les femmes migrantes. D'autres auteurs, en revanche, ont souligné la propension des femmes migrantes à envoyer une plus grande proportion de leurs revenus que les hommes vers le pays d'origine, et à maintenir un lien étroit avec les membres de leur famille, en dépit de la distance géographique (Hondagneu-Sotelo et Avila 1997 ; Fresnoza-Flot, 2009 ; IOM et UN-Instraw, 2007).

L'envoi de remises d'épargne, par ces dernières, illustre également l'interdépendance présente entre remises sociales et financières. En effet, les transferts financiers familiaux incarnent tout autant une marque d'affection et de loyauté envers la famille qu'une obligation morale reposant sur le système de valeurs de la société d'origine, imposant aux femmes migrantes de subvenir aux besoins de leurs enfants (Cavalcanti et Parella, 2007). Bien que la décision de migrer ait souvent été prise dans le but de répondre à ce devoir familial, certains auteurs ont noté que les remises financières ont également pour conséquence de transformer les équilibres de pouvoir au sein du ménage. Le seul acte d'envoyer de l'argent peut renforcer l'influence de la femme dans le ménage, entraînant ainsi une renégociation potentielle des attentes et des obligations réciproques dans le couple (Vianello, 2013). Dans les sociétés où les hommes remplissent traditionnellement la fonction de soutien principal de la famille, un sentiment de déclassement peut apparaître dans le chef de certains hommes restés dans le pays d'origine (Parella, 2012). De même, au-delà des pressions parfois ressenties par ces femmes migrantes (notamment en acquérant le double rôle de pourvoyeuse de revenus et de soins), l'expérience d'autonomie dans la société de résidence ainsi que la confrontation à d'autres cadres culturels et légaux peuvent encourager ces dernières à modifier à distance leur position au sein du couple transnational (Bastia et Busse, 2011 ; Parreñas, 2001).

Comme le soulignent Bastia et Busse (2011), l'acte de migrer en lui-même est promoteur d'émancipation. En effet, bien qu'elles exercent en Espagne des responsabilités reproductives similaires à celles qu'elles remplissaient dans leur foyer avant de partir (par exemple le soin aux personnes), migrer permet de scinder l'univers productif (marché du travail du pays de résidence) de l'univers reproductif (famille nucléaire dans le pays d'origine).

Au terme de cette brève discussion des remises sociales, une approche genrée du concept (c'est-à-dire une approche mettant en exergue l'interrelation

qui peut exister entre le processus migratoire et les relations de genre⁵) apparaît donc indispensable à trois niveaux. Tout d'abord, elle permet de comprendre certaines différences individuelles dans le contenu des remises sociales envoyées vers la société d'origine. Ensuite, et comme nous le démontrerons dans la troisième partie de l'article, cette approche genrée des remises révèle des contrastes dans les stratégies des migrants afin d'influer sur la société d'origine. Enfin, elle souligne le fait que la migration peut conduire à une remise en question d'équilibres sociaux séculaires dans ces sociétés d'origine.

Migration bolivienne en Espagne et crise économique

Bien qu'elle ait fait l'objet de peu de travaux, la migration bolivienne est un phénomène exceptionnel à différents égards. Tout d'abord, en dépit du manque de précision des données sur la population expatriée, les estimations du Censur, du Secrétariat national des Migrations et de l'OIM varient entre 1,4 million et 2,5 millions de Boliviens vivant à l'étranger, pour une population résidente de seulement 9 millions d'habitants (Hinojosa Gordonava *et al.*, 2012). Ensuite, cette migration s'est radicalement transformée au fil des ans. Dès la fin du XIXe siècle jusqu'à la fin du XXe siècle, celle-ci se composait traditionnellement d'hommes migrants vers l'Argentine pour y occuper des emplois dans l'agriculture (Cortes, 2004 ; Grande Martín, 2011). À partir des années 1970-1980, les États-Unis deviennent un pôle d'attraction secondaire pour les travailleurs boliviens du secteur de la construction. L'industrie manufacturière brésilienne, quant à elle, ne commencera à attirer massivement ces migrants qu'après la récession économique en Argentine durant les années 2000. Dès la fin des années 1990 et jusqu'à la fin de la première décennie du XXIe siècle, en revanche, c'est l'Europe – et principalement l'Espagne et l'Italie – qui s'impose comme destination importante des migrations boliviennes, soudainement devenues majoritairement féminines.

La migration n'affecte pas uniformément le territoire bolivien et le département de Cochabamba, en particulier, est historiquement un pôle de départ majeur (Grande Martín, 2011 ; Lafleur *et al.*, 2009 ; Solidaridad Sin Frontera, 2013). Les flux plus récents de femmes cochabambines vers l'Espagne présentent toutefois deux spécificités. D'une part, ces flux correspondent à la participation croissante des femmes boliviennes au marché du travail interne suite à l'application des politiques d'ajustement structurel et à la forte précarisation qui s'en est suivie. D'autre part, ces flux répondent à la demande croissante de main d'œuvre dans les secteurs domestiques en Espagne, suite à l'augmentation de l'espérance de vie dans le pays, mais également, suite à l'insertion des femmes espagnoles sur le marché de l'emploi qui favorise l'arrivée d'une nouvelle migration féminine dans le pays. Les migrantes de Cochabamba répondent, dès lors, à une demande dans le secteur du soin aux personnes et, en particulier, les personnes âgées et les enfants en bas âge (Escrivá, 2000 ; Catarino et Verschuur, 2013 ; Chicangana Bayona et Monguí Monsalve, 2013).

5 Hondagneu-Sotelo (1992) met en avant l'idée que le processus migratoire influence la remise en cause des rôles sociaux préalablement établis, c'est-à-dire des relations de genre au sein des familles, mais également des groupes sociaux.

L'expérience migratoire en Europe octroie aux femmes migrantes boliviennes une indépendance économique souvent inaccessible dans leur ville d'origine, tout en confrontant certaines d'entre elles à de nouvelles dynamiques de genre. Comme le soulignent plusieurs auteures (Bastia et Busse, 2011 ; Parella, 2012), alors que la société locale attend traditionnellement qu'elles soient, avant tout, des « mères aimantes et dévouées à leurs enfants », elles deviennent – en migrant – le soutien économique principal de la famille.

Avec la crise économique et financière de 2008 et ses effets sur le marché du travail, l'Espagne devient en peu de temps nettement moins attractive pour la migration bolivienne (Grande Martín, 2011). Pour de nombreux migrants, les effets de la crise économique ne se font pas ressentir avant 2011, car diverses stratégies d'adaptation leur ont permis de faire face aux premières années de récession (Parella *et al.*, 2014). Progressivement, les travailleuses migrantes, principalement occupées dans les services domestiques, verront toutefois leurs heures de travail progressivement diminuer ainsi que leur capacité d'ascension économique et sociale se restreindre (Chicangana Bayona et Monguí Monsalve, 2013 ; Duquet et Rossi, 2009).

Une des conséquences évidentes de la crise économique est la ré-émigration (à savoir le départ de migrants résidant en Espagne vers des pays tiers en Europe ou ailleurs), mais également l'intensification des migrations de retour vers le pays d'origine. Ces mouvements inverses ont été encouragés par une politique de retour volontaire des migrants, adoptée par le gouvernement espagnol avec pour objectif d'encourager le retour de centaines de milliers de migrants. Cette politique de retour volontaire comprend trois volets. Le premier, intitulé « programme de retour volontaire d'attention sociale » met l'accent sur les migrants en situation de vulnérabilité. Selon Parella et Petroff (2013), 2 192 migrants boliviens en bénéficièrent entre 2009 et 2012. Le second programme, intitulé « programme de retour volontaire productif » assiste – avec un succès limité – les migrants désireux de démarrer une activité économique dans leur pays d'origine. Enfin, le troisième volet concerne particulièrement le retour de travailleurs étrangers au chômage. Il a été mis en place dès 2008 et offre la possibilité aux candidates au retour de recevoir l'entièreté de leurs droits au chômage en deux parties : 40 % avant de quitter l'Espagne et 60 % lors de leur retour dans le pays d'origine. Ce dernier volet concerne essentiellement les pays ayant conclu un accord de sécurité sociale avec l'Espagne⁶) et oblige les migrants concernés à ne pas ré-émigrer vers l'Espagne durant une période variant de trois à cinq ans (Aierbe, 2014 ; Parella, 2012 ; Tedesco, 2011). Cet engagement à ne pas revenir en Espagne est l'un des principaux freins à l'utilisation de ces politiques de retour qui n'ont au final été utilisées que par quelques milliers de migrants. En effet, renoncer à migrer à nouveau si le retour se passe mal est perçu comme un risque trop élevé. Mayra fut la seule parmi nos interviewées à avoir profité d'une de ces politiques publiques d'aide au retour. Quelques années plus tard, elle envisage de repartir en Espagne, mais constate que les restrictions des politiques migratoires rendent cette nouvelle migration bien plus difficile qu'avant :

6 À savoir : Équateur, Colombie, Argentine, Pérou, Brésil, Bolivie, Paraguay, Pérou, etc. (Parella et Petroff, 2013).

« De là-bas, je suis revenue [en Bolivie] avec un programme qui nous procure le billet gratuitement. Mais ils m'ont dit que pendant quatre ou cinq ans⁷, je ne pouvais pas revenir [en Espagne]. Là, six ans ont passé, mais maintenant un visa est nécessaire pour y retourner. » (Mayra, Cochabamba, mars 2014)

Bien que les effets de la crise économique et financière sur le marché du travail espagnol soient incontestables, certains auteurs questionnent le fait qu'elle représente la seule cause de la vague de retour (Bastia, 2011 ; Martínez-Bújan, 2016). Pour Bastia (2011) par exemple, le retour des femmes migrantes doit plutôt s'expliquer par une conjonction de facteurs économiques et personnels (santé, désir de retrouver sa famille, etc.), faisant de la crise économique un déclencheur pour nombre de femmes qui songeaient déjà auparavant à rentrer. Durant nos entretiens, nous avons également rencontré cette diversité de motifs justifiant le retour tels que le désir de revoir sa famille, la nostalgie, un besoin de retrouver une liberté quotidienne perdue à cause d'horaires de travail contraignants, etc. S'il est difficile de mesurer le poids exact de la crise économique dans la décision de rentrer vers le pays d'origine, celle-ci a incontestablement poussé ces migrantes à réfléchir à leur avenir et à développer des stratégies d'adaptation au nouvel environnement socio-économique.

Le parcours de Jinky, une de nos interviewées, est révélateur de la complexité des décisions de retour. Durant les premières années de crise, Jinky ne considère pas l'idée de rentrer comme une option, mais elle met en place diverses stratégies d'adaptation pour faire face à la baisse de fréquentation de son restaurant de spécialités boliviennes. Contrainte de finalement fermer celui-ci, elle cherche un nouvel emploi et se dirige vers l'agriculture. La récolte de fruits ne lui permet toutefois pas d'économiser suffisamment d'argent pour envoyer des fonds à sa famille restée en Bolivie. À ce moment, la conjonction de la précarité économique, des raisons personnelles et l'impossibilité d'envoyer de l'argent à son entourage – une des motivations essentielles du projet migratoire initial – la poussent au retour vers le pays d'origine. Aux facteurs individuels et économiques, il s'agit donc également d'ajouter une vision utilitariste de la migration (c'est-à-dire un calcul coût-bénéfice, entre rester et rentrer), comme facteur déterminant les décisions de retour (Guarnizo, 1997). Dans le cas de Jinky, la certitude de pouvoir se réinsérer sur le marché du travail, à Cochabamba, lui permet, en outre, d'évacuer ses derniers doutes quant à l'opportunité de rentrer :

« Je suis rentrée pour voir la différence entre les deux pays parce qu'en ce moment, trouver un travail en Espagne c'est vraiment très difficile. J'ai donc décidé de revenir et mon retour n'a pas été difficile ici parce que j'ai mon étal pour vendre du poisson sur le marché [...]. » (Jinky, Cochabamba, mars 2014)

Cet extrait illustre le fait que la décision de retour est un processus déterminé à la fois par la situation des femmes migrantes dans le pays de résidence, mais également par leur perception quant à leur satisfaction future dans le pays

7 Bien que l'interviewée parle de quatre ou cinq ans, ces plans de départ impliquent un séjour de minimum trois ans dans le pays d'origine. Cet aspect décourage d'ailleurs une partie des possibles bénéficiaires de ces programmes (ceux envisageant de pouvoir revenir en Espagne avant ce délai), expliquant ainsi partiellement le peu de succès de ceux-ci (Parella et Petroff, 2013).

d'origine. À l'exception des travaux sur les retours forcés, la littérature scientifique s'est jusqu'ici peu penchée sur la question du choc culturel ou choc de retour (Sussman, 2000), vécu par les migrants rentrant dans le pays de départ. Pourtant, comme souligné par Christou (2006), la migration de retour implique une série de négociations et de compromis entre les référents culturels de la société d'origine et ceux nouvellement acquis dans le pays de résidence. Un processus de ré-identification au pays d'origine s'engage, mais n'est toutefois pas automatique. Selon le niveau de préparation au retour, son caractère plus ou moins précipité, le capital financier, éducatif et social que possède le migrant, l'expérience de retour peut donc être perçue positivement par ce dernier ou, au contraire, poser les jalons d'une nouvelle émigration (Cassarino, 2007 ; Martínez-Bújan, 2016).

Bien que certaines de nos interviewées confient avoir ressenti un véritable sentiment de libération en arrivant à Cochabamba, Monica, au contraire, est déçue :

« Mon retour fut triste car la vie quotidienne en Bolivie semble ne pas avoir avancé. Au contraire, avant les gens étaient très respectueux, ils avaient des valeurs pour les parents et la famille, mais maintenant, il me semble que peu à peu, ça se perd [...] Tu arrives ici et tu vois le pays... économiquement, il s'est amélioré, mais autrement on peut dire que c'est le contraire. » (Mónica, Cochabamba, mars 2014)

Comme le suggèrent De Haas et Fokkema (2011), le type d'intégration vécu par les migrantes durant leur séjour à l'étranger doit être pris en considération pour comprendre ce processus de ré-identification et, par conséquent, pour appréhender la décision de retour. Lorsque l'intégration est purement structurelle – c'est-à-dire limitée à l'acquisition d'un statut et de droits dans l'état d'accueil –, ces auteurs suggèrent que les barrières au retour sont moindres que lorsque l'intégration est de nature socio-culturelle ; à savoir quand elle remodèle plus profondément le cadre cognitif de départ. Partant de ce postulat, il s'agit donc de considérer le retour comme une période potentielle de dissonance cognitive, durant laquelle les femmes cochabambines cherchent à réduire l'incohérence partielle qui s'établit entre les valeurs, idées et comportements acquis pendant l'expérience migratoire et ceux perçus comme caractéristiques du pays d'origine.

Lors de l'entretien, Giandira confirme la dimension transformatrice de l'expérience migratoire en ces termes :

« Je pense que t'adapter à un entourage distinct, c'est un changement et une réussite très grande dans la vie. Parce que tout le monde n'est pas capable d'arriver dans un autre lieu, et d'aller bien. Je suis revenue [à Cochabamba] avec beaucoup de valeurs. »
(Giandira, Cochabamba, mars 2014)

Poussées à retourner au pays par la récession espagnole et, bien souvent, par une série de facteurs personnels, les migrantes de retour cochabambines mobilisent donc leur expérience migratoire, afin de surmonter ces dissonances cognitives. Dans la section suivante, nous postulons que les remises sociales, pratiquées quotidiennement au niveau micro-familial, jouent un rôle fondamental pour y parvenir.

Retour et remises sociales

Comme indiqué précédemment, la question de la renégociation des rôles assignés au genre, au sein du couple, est un sujet qui a déjà fait l'objet de travaux, particulièrement dans le contexte migratoire bolivien. Dans le cas de Cochabamba, Mendez Cruz (2012) souligne que l'intériorisation des normes de la culture patriarcale est un déterminant majeur du comportement quotidien des femmes cochabambines, avant leur départ. Durant notre travail de terrain, le désir de s'affranchir de cette structure normative apparaît d'ailleurs comme un élément récurrent, caractérisant l'expérience migratoire de ces dernières en Espagne. Malgré l'assignation des femmes boliviennes à des emplois fortement genrés dans le secteur du soin, cette expérience migratoire les conduit donc fréquemment à questionner les hiérarchies de genre, ainsi que les rôles préalablement établis, en vigueur dans leur esprit avant leur départ (Faret, 2005 ; Bastia, 2010). Comme l'illustre cet extrait réalisé auprès d'Inès, le désir de transformer la société d'origine émerge bien avant le voyage de retour vers Cochabamba :

« Moi, j'espère mettre en pratique dans mon pays tout ce que j'ai appris ici. Parler de comment c'est ici. J'ai parlé avec mes anciens compagnons d'école et ils me demandent toujours quand je vais revenir. Et j'ai envie de me réunir avec eux et de leur commenter mon expérience : comment ça a été ici, ce que j'ai appris, en quoi je me suis améliorée, ce qui m'a manqué et ce que j'ai valorisé. Enseigner le peu que j'ai fait ici. Enseigner la nourriture, la manière de vivre. Ce sont des détails, mais ici, j'ai appris beaucoup de petites choses comme ça et la vérité, c'est que ça m'a plu et j'aimerais le mettre en pratique dans mon pays. » (Inès, Cadix, juin 2014)

Face au désir des migrantes d'altérer certaines valeurs dominantes de la société d'origine, Levitt (1998 et 2001) s'interroge toutefois sur les mécanismes de résistance de ces sociétés dans la mesure où, l'ancrage des valeurs prépondérantes est souvent le résultat d'un processus historique de longue durée. De même, elle nous invite à prêter attention à l'audience réceptrice, aux spécificités de chaque cadre national, au type de remises sociales transférées – certaines étant confrontées à plus de résistances que d'autres – et au statut de l'émetteur, afin de comprendre la capacité de ces remises à transformer les sociétés d'origine. À cet égard, soulignons, comme remarqué par une de nos interviewées, que la transmission des remises sociales, au retour, n'est pas toujours délibérée :

« De voir un autre pays, voir les choses qui sont très différentes, les maisons, le mouvement,... Sans t'en rendre compte, tu rapportes tout cela à ta famille, comment ils doivent faire. Faire la cuisine par exemple ou jongler avec différents aliments. Il y a toujours un apport. » (Mónica, Cochabamba, mars 2014)

Markley (2011), quant à elle, soutient que la distance temporelle et kilométrique entre pays d'accueil et pays d'origine doit également être prise en compte. Ce dernier élément permet, néanmoins, de différencier les remises sociales véhiculées durant le séjour à l'étranger de celles transmises au retour.

Bien que la littérature scientifique existante ait clairement mis en lumière une diversité de facteurs influençant le contenu et l'impact des remises sociales,

elle souffre encore d'un certain manque de systématisation, au risque de rendre imprécis, voire inutilisable, le concept de remises sociales. Dans le cas spécifique des remises sociales à caractère politique, Boccagni *et al.* (2015) ont proposé un cadre d'analyse en quatre dimensions, pour décrire la circulation des idées par le biais de la migration et mesurer leur capacité à produire des changements, au-delà de la structure familiale. Nous proposons dès lors d'adapter ce cadre d'analyse aux remises sociales véhiculées par les femmes migrantes de retour boliviennes, en prenant en considération deux de leurs particularités. Tout d'abord, ces remises sociales, qu'elles entendent transmettre, se diffusent, non pas à distance, mais depuis le pays d'origine où elles sont désormais revenues. Cela signifie donc que leur possibilité de transfert est directe et quotidienne (voire permanente). Ensuite, la capacité des femmes migrantes de retour doit être replacée au sein de la hiérarchie de pouvoir présente au niveau local, décrite plus haut et caractérisée par la persistance d'un système patriarcal, assignant principalement ces dernières aux tâches reproductives du ménage.

Portabilité

Comme le notent Boccagni *et al.* (2015) certaines normes, idées et valeurs sont clairement plus transposables dans la société d'origine que d'autres et donc, plus susceptibles d'être choisies en priorité comme remises à transférer vers l'univers de départ, lors du retour. Certaines idées et pratiques, par exemple, l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la vie quotidienne, demandent un certain capital éducatif voire, un investissement financier de la part des destinataires des remises sociales. Dans le cas des relations de genre, les remises des migrantes de retour cochabambines, visant la promotion de l'égalité, sont potentiellement encouragées par deux éléments. Tout d'abord, ces dernières, ayant séjourné en Espagne durant la première décennie du XXI^e siècle, ont vu émerger le thème de l'équité de genre et de la lutte contre les violences domestiques, comme des thématiques majeures de la politique menée par le gouvernement du Premier ministre Zapatero, au pouvoir entre 2004 et 2011, au point que certains auteurs, tels que Valiente (2008), soulignent le rôle avant-gardiste joué par l'Espagne en la matière. Ensuite, la renégociation des tâches, attribuées à chacun au sein de la famille, est un processus initié dès le départ vers l'étranger (lorsque, par exemple, l'époux accepte de prendre les responsabilités de garde parentale durant le voyage migratoire de son épouse) et qui s'est intensifiée durant le séjour, avec les envois de fonds, transformant les femmes migrantes en soutien principal de la famille. Cependant, malgré ces deux éléments, les migrantes de retour cochabambines insistent, durant les entretiens, sur la transmission d'autres pratiques et valeurs que celles explicitement liées à l'égalité de genre.

En particulier, ce sont, d'abord, les pratiques liées au respect de l'environnement qui émergent de façon récurrente dans les dires des femmes migrantes, comme l'illustrent ici Jinky et Rosi :

« J'essaie d'inculquer le principe de propreté, mais on ne peut pas changer un pays, ni sa famille complètement ! [...] C'est quasi impossible de changer, mais on devrait vraiment tenter de faire quelque chose [...] » (Jinky, Cochabamba, mars 2014)

« Pour peu qu'on guide les gens et qu'on leur inculque l'idée de mettre leurs papiers dans la poubelle, au final, ils les mettent. [...] Et maintenant, j'ai ce réflexe de la poubelle. Et je l'ai inculqué à mes filles. Le thème des sacs en plastique aussi ! Ils vendent les pains dans des sacs en papier [en Espagne]. Ici, on leur donne un sac puis après, les sacs s'envolent partout dans les rues. Moi je suis contre. Quand je n'ai pas de sac, j'accepte. Mais sinon, non. Ce sac, au final, arrive dans la poubelle et s'envole après. Et c'est un préjudice pour la terre. » (Rosi, Cochabamba, mars 2014)

Perméabilité

Ce désintérêt d'apparence pour la question de l'égalité des sexes et l'accent placé sur les questions d'environnement nous poussent à nous interroger sur les obstacles et le soutien rencontrés par ces femmes, lors de la transmission de remises sociales, à leur retour dans la société d'origine. En effet, certaines remises sociales ont plus de chances d'être transmises que d'autres, tout simplement parce que les sociétés d'origine ne sont pas identiquement réceptives à tout transfert.

La question de l'égalité de genre a connu des avancées majeures en Espagne durant la période où les migrantes cochabambines arrivaient en grand nombre. Durant la même période, des mouvements de contestations des structures de domination sociales, ethno-raciales et genrées ont également émergé dans différents états d'Amérique latine. Comme le souligne Baby-Collin et Perraudin (2016), il s'agit dès lors de s'interroger sur le rôle joué par les migrations dans ces transformations des sociétés d'origine. En ce qui concerne les dominations genrées, la Bolivie semble toutefois avoir enregistré des progrès limités. En effet, entre 2003 et 2009, la Bolivie est restée le pays d'Amérique du Sud le plus touché par la violence de genre selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS/OPS, 2012). En outre, malgré les efforts de son gouvernement afin d'améliorer la représentation des femmes dans la fonction publique, Evo Morales a été régulièrement critiqué pour ses déclarations sexistes. Il s'interrogea par exemple publiquement sur l'orientation sexuelle d'une de ses ministres et décrivit le caractère soi-disant capricieux des femmes comme élément expliquant leur place dans la société bolivienne. Ces différents éléments n'ont pu que conforter l'idée, qui apparaît chez les migrantes de retour, affirmant que les fondements machistes de la société bolivienne n'ont pas été bousculés durant leur séjour en Espagne. Giandira, par ses propos, illustre ainsi les rapports de force et les résistances au changement qui peuvent se cristalliser au sein du cercle familial, dès le retour des femmes cochabambines dans leur environnement de départ.

« Le plus difficile [...] a été de revenir dans ma famille. Le plus grand de mes frères pensait que je voulais lui voler le pouvoir, [...] il pensait que j'étais en train d'envahir son espace où il dominait normalement. [...] Dans cet aspect, ici, nous sommes encore assez rétrogrades. C'est toujours la maman ou la figure féminine qui s'occupe de la cuisine. Et je n'aime pas ça, j'ai toujours été contre, mais regarde, je suis rentrée et je m'occupe maintenant de la maison ! » (Giandira, Cochabamba, mars 2014)

En ce qui concerne l'environnement, en revanche, l'image de la Bolivie s'est radicalement transformée depuis l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, ancien leader syndical socialiste attaché à la cause des paysans indigènes. L'adoption, en 2011, d'une loi protégeant les droits de la « Terre-Mère » (Pachamama) ainsi

que sa reconnaissance par l'Assemblée générale de l'ONU, en tant que « héros » de l'environnement, ont fait de la Bolivie un des repères de la cause environnementale (et ce en dépit de l'adoption d'autres politiques controversées sur les hydrocarbures). La position avant-gardiste du pays et sa notoriété internationale sur la question environnementale constituent incontestablement un cadre propice à la diffusion des remises sociales dans ce champ, par les migrantes de retour.

La distinction entre transferts sociaux en matière de genre et d'environnement en fonction de la perméabilité perçue de la société d'origine présente toutefois certaines limites. En effet pour certaines auteures éco-féministes latino-américaines comme Gebara (1993) et Tamez (1996), la lutte pour l'égalité de genre et le respect de l'environnement ont pour cause commune la domination masculine des systèmes productif et reproductif (Ress, 2010). Partant de ce postulat, il est possible de considérer que les remises sociales des femmes cochabambines focalisées sur les questions d'environnement questionnent également les équilibres de genre traditionnels dans la société d'origine.

Acteurs et canaux

Si le choix du type de remises sociales véhiculé est donc conditionné par la perméabilité attendue de la société d'origine, la sélection des canaux par lesquels ces remises sont transmises apparaît tout aussi stratégique aux yeux des femmes cochabambines de retour sur leur terre de départ. Bien que la recherche ait souvent mis en lumière le rôle des contacts téléphoniques, voire des messages vidéos, dans la transmission de valeurs et d'idées lorsque migrants et proches sont séparés géographiquement (Levitt, 2001), les contacts interpersonnels directs constituent les moyens les plus évidents pour véhiculer de nouvelles valeurs.

Dans une société bolivienne caractérisée par la persistance d'une hiérarchie de genre, les migrantes de retour choisissent avec soin les destinataires de leurs remises sociales afin d'éviter l'opposition de ceux qui verraient en leurs pratiques une remise en cause des équilibres traditionnels. Pour cette raison, et comme illustré dans les deux extraits suivants, les enfants sont souvent la cible privilégiée des transferts sociaux réalisés par les femmes cochabambines :

« Oui, la première chose serait d'éduquer mes enfants et la famille parce que je ne peux pas dire que je vais changer, parce que je n'ai pas le pouvoir de changer, mais je sais que si j'enseigne à un, il va enseigner à l'autre. » (Jennifer, Cochabamba, mars 2014)

« Si la maman jette un papier dans la rue, l'enfant va, lui aussi, jeter son papier dans la rue. Si l'enfant voit que le papa fait pipi sur l'arbre. L'enfant se demandera "Que fait papa ?" Si la petite fille ne voit jamais sa maman dire comment elle se sent, se taire et agir comme une éternelle victime et martyre, elle copiera. Elle acquerra l'idée qu'une bonne femme ne doit pas dire qu'elle aime quelque chose ou qu'elle n'aime pas [...]. »
(Jennifer, Cochabamba, mars 2014)

Intégrer les proches, et les enfants en particulier, en tant qu'alliés dans la stratégie de transmission des remises représente ainsi un moyen de transformer la société d'origine à long terme. Cependant, si certains transferts s'opèrent de manière consciente, il est nécessaire de noter que d'autres s'effectuent de façon

impensée. En effet, par certains actes posés dès le retour – telle la séparation du conjoint suite à l'échec de la renégociation des rôles dans le couple – exerce une influence impensée sur l'entourage proche et particulièrement sur les enfants. Inès illustre ce processus non explicite de transfert social de la sorte :

« Je me suis rendu compte que tu ne peux pas obliger les gens à changer parce qu'ils ne veulent pas changer. [...] C'est une des raisons pour lesquelles, j'ai décidé de rompre avec mon mari. [...] Moi j'ai quarante-et-un ans et mes enfants ont dans les vingt ans et ils se souviennent encore de cette époque où je faisais tout dans la maison. »
(Inès, Cadix, juin 2014)

Cette sélection des acteurs habilités à recevoir des remises sociales illustre, par conséquent, toute l'importance de la confiance et de la proximité dans les relations en tant que capital social indispensable à la transmission initiale d'idées, de valeurs et de pratiques d'un pays à l'autre. En outre, comme le souligne Levitt (1998), par le biais de ce transfert ce capital social se trouve également renforcé. Cette notion de confiance permettant la transmission est d'ailleurs cruciale pour distinguer les remises sociales d'autres flux culturels transnationaux (musique, cinéma, littérature) qui, eux, sont caractérisés par des relations bien plus distantes et anonymes entre récepteurs et destinataires.

Infrastructures transnationales

Dans leur analyse des transferts politiques, Boccagni *et al.* (2015) soulignent que certaines infrastructures transnationales facilitent le transfert de valeurs et d'opinions politiques. Ces infrastructures sont mises en œuvre par un nombre croissant d'états et prennent des formes diverses et variées (Lafleur, 2015) : représentation des partis politiques du pays d'origine dans le pays de résidence, organisation de campagnes électorales à l'étranger pour capter le vote des expatriés, création de sièges réservés au Parlement pour des élus représentant la diaspora, création de conseils consultatifs de l'émigration.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en 2006, les politiques d'attention à la diaspora bolivienne se sont développées. L'avancée principale a consisté en l'adoption d'une loi sur le vote à distance, permettant aux Boliviens, vivant à l'étranger, de participer aux élections présidentielles et aux référendums, depuis leur pays d'accueil. Cette population s'est d'ailleurs révélée être un soutien électoral crucial pour Evo Morales, lors des élections présidentielles suivantes (Lafleur, 2012). Contrairement à d'autres états andins, tels que la Colombie et l'Équateur, la Bolivie n'a toutefois pas mis en place de programme d'attention aux émigrés à large échelle. Comme le souligne Boccagni (2014), l'Équateur possède plus d'une décennie d'expérience dans les programmes d'aide au retour de ses émigrés dans les programmes d'assistance légale et sociale aux citoyens vivant à l'étranger, il permet, en outre aux émigrés d'être représentés directement au parlement par une députée. Cette prise en considération dans les politiques publiques des difficultés des émigrés – particulièrement des travailleuses domestiques équatoriennes établies en Europe – crée un contexte favorable à la transmission de remises sociales à leur retour. Ces infrastructures transnationales stimulent, en effet, un débat, dans le pays d'origine, sur le rôle de la femme migrante dans la société équatorienne. Elles créent donc une ouverture propice à une renégociation des rôles assignés au genre lors du

retour. En l'absence de telles infrastructures transnationales dans le cas bolivien, la capacité des migrantes de retour à affecter les hiérarchies traditionnelles de genre s'en trouve donc limitée.

Au terme de leur séjour en Espagne, plusieurs de nos interviewées ont d'ailleurs l'impression que les politiques publiques jouent un rôle prépondérant dans la redéfinition des relations de genre. Claudia, qui a réalisé un stage au sein d'une institution espagnole traitant de l'égalité de genre, regrette ainsi le manque de contacts et d'échange de ressources entre institutions espagnoles et boliviennes :

« Je me rends compte que dans mon pays, il y a beaucoup de machisme et d'injustices, mais [...] ce n'est pas seulement le fait que les hommes sont plus machos ou plus violents, il y a un manque au niveau des politiques publiques, du législatif. [...] Avoir vu une institution qui a les ressources, avoir vu comment ça fonctionne, etc. c'est l'apprentissage que je ramène. Parce que j'aimerais réellement tenter d'influencer les politiques publiques [en Bolivie]. » (Claudia, Cadix, juin 2014)

Conclusion

La littérature scientifique existante sur les remises sociales met traditionnellement l'accent sur les transferts opérés à distance par les émigrés vers leur pays d'origine. Avec le cas des migrantes cochabambines, nous avons tenté de démontrer la pertinence du concept dans le contexte de la migration de retour, se caractérisant, elle, par la proximité physique (quasi) permanente entre le migrant et ses proches. Par ailleurs, en partant du cadre conceptuel de Boccagni *et al.* (2015) cet article a également tenté de répondre aux critiques souvent adressées au concept de remises sociales quant au manque d'explicitation des mécanismes permettant ces transferts.

Face à un retour situé dans un contexte de crise économique, mais dont nous avons questionné le caractère forcé, les migrantes cochabambines ont dû se positionner rapidement quant aux valeurs, idées et comportements qu'elles souhaitaient transférer à leur retour. Dans le contexte bolivien, caractérisé par la permanence des hiérarchies de genre durant leur séjour à l'étranger et par l'absence d'infrastructures transnationales fortes qui permettraient de renégocier la place de la femme migrante dans la société bolivienne, nous avons démontré que les migrantes de retour opèrent une sélection à la fois dans le type de remises sociales qu'elles transfèrent et dans les canaux qu'elles utilisent pour y parvenir. Cette sélection est visible dans la priorisation des transmissions liées aux questions environnementales et dans l'usage des enfants comme canaux principaux, pour la diffusion de remises sociales.

Le triple accent placé sur (1) des questions environnementales en phase avec le discours politique dominant dans le pays d'origine, (2) sur les processus de changements inscrits dans le long terme et (3) sur des canaux tels que les enfants, moins susceptibles que les hommes adultes de voir leur position dans la société d'origine remise en question, ne peut toutefois pas être interprété comme un désengagement des migrantes de retour dans la lutte pour l'égalité de genre. En effet, d'une part et comme le soutient le courant éco-féministe latino-américain, les transferts sociaux en matière environnementale peuvent

également avoir des répercussions sur les relations de genre dans la mesure où ils questionnent la domination masculine des modes de production. D'autre part, outre ces transferts explicites, le retour des femmes migrantes implique également une série d'interactions quotidiennes avec d'autres acteurs – tels que les époux – durant lesquelles des mécanismes implicites de résistance ou de renégociation des rôles assignés au genre peuvent apparaître. Un des enjeux pour la recherche à venir sur les remises sociales sera donc d'aller au-delà d'une vision de la migration comme expérience transformant les individus en activistes. Il s'agit au contraire d'envisager aussi, comme nous le proposons dans cet article, les remises sociales comme des pratiques quotidiennes des migrantes et des migrants du retour qui transforment la société d'origine indépendamment des intentions des migrantes elles-mêmes.

Références bibliographiques

Aierbe Peio (2014) Le retour volontaire vu par les pays de départ : synthèse des politiques nationales, in *Le retour volontaire, quelles politiques ? : Journée de réflexion interassociative* (CICP), Paris, CICP, pp. 20-23.

Alfaro Amaraya Yolanda y Valdivieso Izaguirre (2010) Migración y perspectivas de retorno: Estado de la situación, *Cuaderno de reflexión CESU-UMSS*, 2, pp. 1-32.

Baby-Collin Virginie et Perraudin Anna (2016) Introduction, *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les cahiers ALHIM*, 31, [en ligne] consulté le 24/03/2017. URL : <http://journals.openedition.org/alhim/5413>

Basch Linda, Blanc-Szanton Cristina and Glick Schiller Nina (1992) Transnationalism: a new analytic framework for understanding migration, *Annals of the New York Academy of Sciences*, 645 (1), pp. 1-24.

Bastia Tanja (2011) Policy Arena: Should I Stay or Should I Go? Return Migration in Time of Crises, *Journal of International Development*, 23, pp. 583-595.

Bastia Tanja (2010) Migración transnacional y emancipación: relación de género y cambio social en las migraciones urbanas, *Decursos, revista de ciencias sociales*, 21, pp. 67-96.

Bastia Tanja and Busse Erika (2011) Transnational Migration and Changing Gender Relations in Peruvian and Bolivian Cities, *Diversities*, 13 (1), pp. 19-33.

Boccagni Paolo (2014) Caring about migrant care workers: From private obligations to transnational social welfare?, *Critical Social Policy Critical Social Policy*, 34 (2), pp. 221-240.

Boccagni Paolo (2010) Migrants Social Protection as a Transnational Process: Public Policies and Emigrants Initiatives in the Case of Ecuador, *International Journal of Social Welfare*, 20 (3), pp. 318-325.

Boccagni Paolo and Decimo Francesca (2013) Mapping Social Remittances, *Migration Letters*, 10 (1), pp. 1-10.

Boccagni Paolo, Lafleur Jean-Michel and Levitt Peggy (2015) Transnational Politics as Cultural Circulation: Toward a Conceptual Understanding of Migrant Political Participation on the Move, *Mobilities*, [online], last check on 28/04/2015. URL: <http://hdl.handle.net/2268/182091>

Cassarino Jean-Pierre (2007) *Migrants de retour au Maghreb : Réintégration et enjeux de développement, Rapport général*, [en ligne], consulté le 17/02/2016. URL : http://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/7720/MIREM_RAPPORT_GENERAL_2007_10.pdf?sequence=1

Catarino Christine et Verschuur Christine (2013) *Études de genre, développement et migrations : un état des lieux de la littérature. Programme genre, globalisation et changements*, Genève, Institut des hautes études internationales et du développement, [en ligne], consulté le 29/11/2014. URL : http://graduateinstitute.ch/files/live/sites/iheid/files/sites/genre/shared/Genre_docs/2342_TRavauxEtRecherches/WP_5_2013_x.pdf

Cavalcanti Leonardo y Parella Sònia (2007) *Una aproximación a las prácticas transnacionales «desde abajo»: las remesas del cuidado*, Guadalajara, XXVI Congreso de la Asociación Latinoamericana de Sociología.

Chicangana Bayona Mino Fernando y Monguí Monsalve Mónica María (2013) La relación entre migración y desarrollo: un análisis a partir de la incursión de la mujer inmigrante en España, *Anuario Americanista Europeo*, 11, pp. 149-164.

Christou Anastasia (2006) Deciphering diasporatranslating transnationalism: family dynamics, identity constructions and the legacy of "home" in second-generation Greek-American return migration, *Ethnic and Racial Studies*, 29 (6), pp. 1040-1056.

Cortes Geneviève (2016) Femmes et migrations : celles qui restent, *EchoGéo*, 37, pp. 1-18, [en ligne] consulté le 03/01/2017. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/14742>

Cortes Geneviève (2004) *Partir para quedarse: Supervivencia y cambio en las sociedades campesinas andinas de Bolivia*, La Paz, IRD, Plural, IFEA, 474 p.

De Haas Hein and Fokkema Tineke (2011) The effects of integration and transnational ties on international return migration intentions, *Demographic Research*, 25 (24), pp. 755-782.

Duque Guido y Rossi Genta (2009) Crisis y migración: ¿el retorno esperado o búsqueda de alternativas?, *Andina Migrante*, 5, pp. 2-10, [en línea] consultado el 03/10/2014. URL: <http://67.192.84.248:8080/bitstream/10469/931/1/BFLACSO-AM5-02-Duque.pdf>

Escrivá Àngeles (2000) Empleadas de por vida? Peruanas en el servicio doméstico de Barcelona, *Papers*, 60, pp. 327-342.

Faist Thomas (2008) Migrants as transnational development agents: an inquiry into the newest round of the migration-development nexus, *Population, Space and Place*, 14, pp. 21-42.

Faret Laurent (2005) Les impacts socio-culturels de la circulation migratoire dans les environnements d'origine : le cas du Mexique, in Éric Guerassimoff Éd., *Migrations internationales, mobilités et développement*, Paris, L'Harmattan, pp. 273-311

Fresnoza-Flot Asunción (2009) Migration status and transnational mothering: the case of Filipino migrants in France, *Global Networks*, 9 (2), pp. 252-270.

Gebara Ivone (1993) Ecofeminismo holístico, *Revista Con-spirando*, 4, pp. 44-48.

Grande Martín Raphael (2011) *España en el Camino de Bolivia. Pautas de selectividad, procesos de inserción y vínculos con origen de la reciente migración boliviana a España*, Salamanca, Instituto de Iberoamérica, Universidad de Salamanca, 87 p.

- Guarnizo Luis Eduardo** (1997) The Emergence of a transnational social formation and the mirage of return migration among Dominican transmigrants, *Identities: Global Studies in Culture and Power*, 4 (2), pp. 281-322.
- Hinojosa Gordonava Alfonso** (2009) Migración boliviana a España: antecedentes, caracterización y perspectivas, in Cecilia Salazar de la Torre Ed., *Migraciones contemporáneas: contribución al debate*, La Paz, Plural, pp. 157-180.
- Hinojosa Gordonava Alfonso, Domenech Eduardo y Lafleur Jean-Michel** (2012) Surgimiento y desarrollo del «voto en el exterior» en el «proceso de cambio» boliviano, in Jean-Michel Lafleur Ed., *Diáspora y voto en el exterior. La participación política de los emigrantes bolivianos en las elecciones de su país de origen*, Barcelona, CIDOB, pp. 39-64.
- Hochschild Arlie Russel** (2000) Global Care Chains and Emotional Surplus Value, in Anthony Giddens and Will Hutton Eds., *On the Edge: Living with Global Capitalism*, London, Jonathan, pp. 130-146.
- Hondagneu-Sotelo Pierrette** (1992) Overcoming patriarchal constraints: The reconstruction of Gender Relations Among Mexican Immigrant Women and Men, *Gender and Society*, 6 (3), pp. 393-415.
- Hondagneu-Sotelo Pierrette and Avila Ernestine** (1997) I'm Here, but I'm There: The Meanings of Latina Transnational Motherhood, *Gender and Society*, 11 (5), pp. 548-571.
- IOM and UN-Instraw** (2007) Survey on Remittances: Gender Perspectives, *Working Books on Migration*, 24.
- Jones C. Richard** (2011) The local economic imprint of return migrants in Bolivia, *Population, Space and Place*, 17, pp. 435-453.
- Lafleur Jean-Michel** (2015) The enfranchisement of citizens abroad: variations and explanations, *Democratization*, 22 (5), pp. 840-860.
- Lafleur Jean-Michel** (2012) Transnacionalismo, diáspora y voto en el exterior, in Jean-Michel Lafleur Ed., *Diáspora y voto en el exterior: La participación política de los migrantes bolivianos en las elecciones de su país de origen*, Barcelona, CIDOB, pp. 15-37.
- Lafleur Jean-Michel, Ledo Carmen, Héctor Maletta, Marzadro Mirko y Yopez del Castillo Isabel** (2009) *Nuevas dinámicas en la migración cochabambina trayectorias, reconfiguraciones familiares y transnacionalismo*, Cochabamba, Centro de Planificación y de Gestión (CEPLAG), 221 p.
- Levitt Peggy** (2001) *The transnational villagers*, Oakland, University of California Press, 294 p.
- Levitt Peggy** (1998) Social remittances: migration driven local-level forms of cultural diffusion, *The International Migration Review*, 32 (4), pp. 926-948.
- Levitt Peggy and Glick Schiller Nina** (2004) Conceptualizing simultaneity: A Transnational social field perspective on society, *International Migration Review*, 38 (3), pp. 1002-1039.
- Levitt Peggy and Lamba-Nieves Deepak** (2011) Social remittances revisited, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 37 (1), pp. 1-22.
- Markley Eliza** (2011) Social remittances and social capital: values and practices of transnational social space, *Quality of Life*, 4, pp. 365-378.

Martínez-Bújan Raquel (2016) L'expérience du retour des migrants boliviens depuis l'Espagne : la prise de décision et la réinsertion dans leur pays d'origine à partir de la perspective de genre, *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les cahiers ALHIM*, 31, [en ligne] consulté le 24/03/2017. URL : <http://journals.openedition.org/alhim/5506>

Mendez Cruz Maria Renée (2012) De los habitus al femichismo: reproducción de conductas machistas en mujeres de Cochabamba, *Punto Cero*, 17 (24), pp. 18-30.

OMS/OPS (2012) *Violence against women in Latin America and the Caribbean: A comparative analysis of population-based data from 12 countries*, Washington, [online] last checked on 07/03/2016 URL: http://www.paho.org/hq/index.php?option=com_content&view=article&id=8175:violence-against-women-latin-america-caribbean-comparative-analysis-population-data-from-12-countries&Itemid=1519&lang=en

Parella Sònia (2012) Familia transnacional y redefinición de los roles de género. El caso de la migración boliviana en España, *Papers*, 97 (3), pp. 661-684.

Parella Sònia y Petroff Alisa (2013) Migración de retorno en España: salidas de inmigrantes y programas de retorno en un contexto de crisis, *Anuario de la inmigración en España*, pp. 61-88.

Parella Sònia, Petroff Alisa y Serradell Pumareda Olga (2014) Programas de retorno voluntario en Bolivia y España en contextos de crisis, *Revista CIDOB D'Afers Internacionals*, 106-107, pp. 171-192.

Parreñas Rhacel (2001) *Servants of Globalization: Women, Migration and Domestic Work*, Stanford, University Press, 309 p.

Ress Mary Judith (2010) Espiritualidad ecofeminista en América Latina, *Investigaciones Feministas*, 1, pp. 111-124.

Solidaridad Sin Fronteras (SSF) (2013) *Diagnóstico, La población boliviana de la comunidad de Madrid, Migrantes retornados-as Cochabamba-Bolivia, Nuevos referentes sociales, agentes de desarrollo y de igualdad*, Cochabamba, CEPLAG-CIUDADANIA, 104 p.

Sussman Nam M. (2000) The Dynamic Nature of Cultural Identity Throughout Cultural Transitions: Why Home Is Not So Sweet, *Personality and Social Psychology Review*, 4 (4), pp. 355-373.

Tamez Elsa (1996) Cultural Violence against Women in Latin America, in Mariy John Mananzan, Mercy A. Oduyoye and Elsa Tamez Eds., *Women Resisting Violence: Spirituality for Life*, NY, Orbis Books, pp. 11-19.

Tedesco Laura (2011) Latinoamericanos en España: de la integración al retorno, in Anna Ayuso y Gemma Pinyol Eds., *Inmigración latino americana en España: el estado de la investigación*, Barcelona, Fundació CIDOB, pp. 119-136.

Valiente Celia (2008) Spain at the vanguard in European gender equality policies, in Silke Roth Ed., *Gender politics in the expanding European Union; Mobilization, inclusion, exclusion*, New York, Oxford, Berghahn Books, pp. 101-117.

Vianello Francesca Alice (2013) Ukrainian migrant women's social remittances: Contents and effects on families left behind, *Migration Letters*, 10 (1), pp. 91-100.

Waldinger Roger and Fitzgerald David (2004) Transnationalism in Question, *American Journal of Sociology*, 109 (5), pp. 1177-1195.

Jean-Michel Lafleur et Justine Duchesne

**Migration de retour, genre et remises sociales :
le retour des migrantes boliviennes d'Espagne
durant la crise économique**

La crise économique et financière de 2008 a conduit de nombreuses femmes migrantes latino-américaines vivant en Espagne à rentrer dans leur pays d'origine. Par le biais de leur retour, de nouvelles normes, idées et pratiques – qualifiées de remises sociales – sont diffusées dans la société d'origine. En confrontant la littérature existante au cas des femmes migrantes boliviennes de Cochabamba, cet article tente d'identifier les variables déterminant le contenu de ces transferts et les modalités selon lesquels ils s'opèrent. Cette démarche révèle notamment l'importance dans la transmission des remises sociales par les migrantes de leur perception quant à la perméabilité de la société d'origine.

**Return Migration, Gender and Social Remittances:
The Return of Female Bolivian Migrants from Spain
in Times of Economic Crisis**

The 2008 economic and financial crisis led many Latin American female migrants living in Spain to return to their home country. With their return, different ideas, norms and practices – known as social remittances – are diffused in the home country. Using the existing literature and empirical data collected with Bolivian returnees, this article seeks to identify the variables that determine the content of such remittances and the modalities through which they are transferred. Doing so, we underscore the importance of migrants' perception on the permeability of the home country on the transmission of social remittances.

**Migración de retorno, género y remesas sociales:
el retorno de las mujeres migrantes bolivianas de
España en tiempos de crisis económica**

La crisis económica y financiera de 2008 llevó muchas mujeres latinoamericanas viviendo en España a regresar a su país de origen. A través de su regreso, nuevas normas, ideas y prácticas – conocidas como remesas sociales – son difundidas en sus sociedades de origen. En base a la literatura existente y al caso de las mujeres migrantes bolivianas de Cochabamba, este artículo busca identificar las variables que determinan el contenido de dichas remesas y las modalidades a través de las cuales operan. Así, este procedimiento revela la importancia para la transmisión de las remesas sociales de la percepción de las migrantes sobre la permeabilidad de la sociedad de origen.